

RECENSEMENT DES PUBLICATIONS DES MEMBRES DU LARJ

ANNEE 2020

I. Typologique des produits et activités de recherche

1. Produits de la recherche

a. Journaux et revues

i. Articles scientifiques

AGBAVON Kokougan Désiré, *L'OIT et son œuvre d'amélioration des conditions de travail des gens de mer*, in « Revue électronique Neptunus », CDMO, Université de Nantes, volume 26, 2020/3.

DEMONTROND Nicolas, *La montée en puissance des référents déontologiques*, AJEP, 2020, p. 298.

DOUTEAUD Stéphanie, *Le Conseil d'État infléchit (enfin !) sa jurisprudence en élargissant l'invocabilité des moyens allégués par un opérateur ayant présenté une offre irrégulière (CE, 27 mai 2020, Sté Clean Building)*, in « Chroniques de droit public des affaires »,

Concurrences, 2021, n°1.

DOUTEAUD Stéphanie, *L'intérêt général dans les dystopies (et autres anti-utopies)*, « Les institutions dans les séries télévisées : les enseignements de la rencontre du droit et de la fiction », (Actes de la journée d'étude organisée à la faculté de droit de Lille, le 6 juin 2019), REIGNIER (D.) (Dir.), *R.F.D.C.*, 2020, p. 749.

DOUTEAUD Stéphanie, *Quand l'état d'urgence sanitaire bouleverse la communication au Conseil d'État et au Conseil constitutionnel*, *Jus Politicum*, mai 2020.

DOUTEAUD Stéphanie, *Regard dubitatif sur l'introduction d'un critère intentionnel dans la caractérisation du vice d'une particulière gravité*, com. sous C.E., 21 oct. 2019, Cne de Chaumont, *A.J.D.A.*, 2020, p. 684.

DOUTEAUD Stéphanie, *Le ministère de l'Intérieur rassure – à tort ? – les forains en précisant que l'autorisation d'occuper le domaine public délivrée pour une période inférieure à quatre mois échappe, en principe, à la mise en concurrence*, in « Chroniques de droit public des affaires », *Concurrence* n°1, 2020.

DOUTEAUD Stéphanie, *La Cour de Justice de l'Union européenne affine le régime des interdictions de soumissionner*, in « Chroniques de droit public des affaires », *Concurrence*, n°1, 2020.

DUMERY Alexandre, *Application immédiate de la loi Sapin 2 à la responsabilité pour insuffisance d'actif : nouvel exemple de la mansuétude contemporaine à l'égard du dirigeant*. *Comm. Com.* 5 septembre 2018 (n° 17-15.031), *Petites Affiches*, 27 février 2020, p. 10

DURAND Valérie, *A noter sous Cass. com.*, 16 décembre 2020, n° 18-20548, *Concurrences* 2021/1.

DURAND Valérie, obs. sous Cass. com., 24 juin 2020, n° 18-20323, concurrences 2020/4

DURAND Valérie, obs. sous Cass. com., 8 juill. 2020, n° 18-24441, concurrences 2020/4

DURAND Valérie, à noter sous Cass. com., 10 juin 2020, n° 18-23555, concurrences 2020/4

DURAND Valérie, obs. sous Cass. com., 15 janvier 2020, n° 18-1543, concurrences 2020/3

DURAND Valérie, obs. sous Cass. com., 4 mars 2020, n° 17-21764 et n° 18-26676, concurrences 2020/3

DURAND Valérie, obs. sous Lignes directrices DGCCRF sur l'encadrement des promotions, 16 janvier 2020, concurrences 2020/2

DURAND Valérie, obs. sous CA Paris, 12 décembre 2019, n° 17/03541, concurrences 2020/2

DURAND Valérie, à noter sous Cass. com., 15 janv 2020, n° 17-22295, concurrences 2020/2

DURAND Valérie, obs. ss. Rapport d'information n°89 (2019-2020) dressant un bilan du titre I^{er} de la loi Egalim un an après sa promulgation, Sénat, 30 octobre 2019, Concurrences 1/2020, p. 103-105.

MESA Rodolphe, *Détermination des biens transmissibles par un époux commun en biens agissant seul et sanction de la donation irrégulière*, RLDC, févr. 2020, p. 22.

MESA Rodolphe, *Feue l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance*

délinquante, RJPF, janv. 2020, p. 5.

MESA Rodolphe, *La responsabilité pénale du maire en cas de menace sanitaire*, JCP A, 2020, p. 2172.

MESA Rodolphe, *L'employeur face aux délits d'imprudence, à la causalité et aux menaces sanitaires dont l'épidémie de Covid-19*, JSL, 23 nov. 2020, p. 4.

MESA Rodolphe, *Le maire confronté au droit pénal de l'imprudence. Bilan et perspectives, 20 ans après l'adoption de la loi du 10 juillet 2000, face aux menaces sanitaires et environnementales*, JCP A, 19 oct. 2020, p. 20.

MESA Rodolphe, *Les actes d'un indivisaire sur le bien indivis confrontés aux intérêts de l'indivision*, Revue Lamy droit civil, oct. 2020, p. 21.

MESA Rodolphe, *Développement et utilisation de l'IA. Quels risques pénaux pour les entreprises ?*, Cahiers de droit de l'entreprise, mai 2020, p. 41.

MESA Rodolphe, *Les restrictions à la liberté d'aller et venir, et les infractions liées à l'état d'urgence sanitaire et au covid-19*, Gaz. Pal., 7 avr. 2020, p. 23.

MINET-LETALLE Catherine, *Les contrats de travail dans le secteur touristique*, in « Chronique de Droit du tourisme », janvier 2019 – février 2020 n°12, Petites affiches, 29 mars 2021, n°62, p. 17-20.

MINET-LETALLE Catherine, *L'introduction de l'intelligence artificielle dans les entreprises : danger ou opportunité ?* in Dossier « L'impact des nouvelles technologies sur l'exécution du contrat de travail », Juris tourisme n° 228, mars 2020, p. 30-30.

MOREIL Sophie, *L'intelligence artificielle et les contrats, du mythe à la réalité*, Contrats, concurr., consom., août 2020, p.7-11.

MOREIL Sophie « *un crédit interentreprises peut constituer un acte de concurrence déloyale* », note sous Cass. com. 15 janv. 2020, in « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », Gaz. Pal., n°21, 9 juin 2020, p. 59-60.

MOREIL Sophie, *Le tribunal de commerce de Nanterre prend position sur la nature du bitcoin*, note sous T. com. Nanterre, 26 févr. 2020, in « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », Gaz. Pal., n° 21, 9 juin 2020, p. 61-62.

MOREIL Sophie, *Application des règles relatives au TEG à un accord conclu par une collectivité locale*, note sous Cass. 1^{re} civ., 11 déc. 2019, n° 18-14191, in « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », Gaz. Pal., n° 8, 25 févr. 2020, p. 63.

MOREIL Sophie, *Rupture de crédit : la faute de la banque ne la prive pas de son droit de rompre ses concours sans préavis*, note sous Cass. com., 11 sept. 2019, n° 17-26594, in « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », Gaz. Pal., n° 8, 25 févr. 2020, p. 62-63

MOREIL Sophie, *Retour sur la notion de fraude de nature à ouvrir l'action en responsabilité de l'auteur d'un soutien abusif*, note sous Cass. Com., 8 janv. 2020, n° 18-21452, in « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 36, du 20 oct. 2020, p. 66-67

MOREIL Sophie, *Le co-emprunteur d'un professionnel n'est pas un consommateur*, note sous Cass. 1^{ère} civ., 20 mai 2020, n° 19-13461, in « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 36, du 20 oct. 2020, p. 67-68

MOREIL Sophie, *La contestation relative au TEG ne relève pas de la compétence du*

tribunal de la procédure collective de l'emprunteur, note sous Cass. Com. 1^{er} juill. 2020, in « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 36, du 20 oct. 2020, p. 69-70

ii. Articles de synthèse / revues bibliographiques

iii. Autres articles (articles publiés dans des revues professionnelles ou techniques, etc.)

INACIO Emmanuelle, *Recognition of French preventive confidential procedures in the UK*, Eurofenix, Winter 2020/2021, Issue 82, <https://www.insol-europe.org/publications/about-eurofenix> <https://www.insol-europe.org/publications/eurofenix-past-issues>

INACIO Emmanuelle, *Record low number of insolvencies: Calm before the storm?*, Eurofenix, Autumn 2020, Issue 81.

INACIO Emmanuelle, *The remedy of (pre-) insolvency law to the COVID-19 crisis*, Eurofenix, Summer 2020.

INACIO Emmanuelle, *Legislating out of lockdown*, Recovery, Summer 2020, <https://www.r3.org.uk/technical-library/recovery/recovery-magazine/>

INACIO Emmanuelle, *The impact of COVID-19 on (pre-)insolvency*, Eurofenix, Spring 2020, Issue 79.

INACIO Emmanuelle, *when environment meets insolvency*, Eurofenix, Winter 2019/2020, Issue 78.

LOUIS Agnès, Recension : « Hommage aux Siniavsk », recension du roman de Iegor Gran, Les services compétents, POL 2020, revue Esprit, juin 2020.

MESA Rodolphe, « Les infractions de droit pénal du travail, dont celles relatives au travail dissimulé, confrontées au droit transitoire de la prescription de l'action publique », note sous Cass. Crim., 13 oct. 2020, n° 19-87.787, JSL, 22 déc. 2020, p. 4.

MESA Rodolphe « Le détournement de fonds publics commis par le régisseur d'un collège et l'exception préjudicielle de débet », note sous Cass. Crim., 19 déc. 2019, n° 18-85.856, JCP A, 30 nov. 2020, p. 18.

MESA Rodolphe « L'information du gardé à vue sur la complète qualification de l'infraction reprochée et sa sanction, note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 29 sept. 2020, pourvoi numéro 20-82.509 », Gaz. Pal., 10 nov. 2020, p. 20.

MESA Rodolphe « Faux réalisé pour commettre une escroquerie : bis in idem ! », note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 9 sept. 2020, pourvoi numéro 19-84.301, Gaz. Pal., 20 oct. 2020, p. 18.

MESA Rodolphe, « La condamnation pour homicide involontaire de l'employeur du pilote non-qualifié auteur d'un accident mortel », note sous Cass. Crim., 8 sept. 2020, n° 18-82.150, JSL, 16 oct. 2020, p. 4.

MESA Rodolphe « L'incrimination du recel d'apologie du terrorisme est contraire à la Constitution ! Dommage ! », note sous Conseil constitutionnel, 19 juin 2020, décision numéro 2020-845 QPC, Gaz. Pal., 8 sept. 2020, p. 19.

MESA Rodolphe « L'enregistrement par un journaliste, d'une personne gardée à vue est

constitutif du délit d'atteinte à l'intimité de la vie privée », note sous Cass., Chambre criminelle, 21 avr. 2020, pourvoi numéro 19-81.507, Gaz. Pal., 23 juin 2020, p. 24.

MESA Rodolphe « Le délit de participation à une association de malfaiteurs confronté à la règle non bis in idem et à la récidive », note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 11 mars 2020, pourvoi numéro 19-84.887, Gaz. Pal., 9 juin 2020, p. 23.

MESA Rodolphe « L'accident survenu lors de la dépose de lignes électriques à haute tension, l'article R. 4511-11 du Code du travail et l'irresponsabilité pénale de la société commettante absorbée », note sous Cass. Crim., 7 janv. 2020, n° 18-86.293, JSL, 5 juin 2020, p. 4.

MESA Rodolphe « La nomination de la sœur du maire en qualité de directrice générale des services et la prise illégale d'intérêt », note sous Cass. Crim., 4 mars 2020, n° 19-83.390, JCP A, 25 mars 2020, p. 25.

MESA Rodolphe « Caractérisation de la diffamation envers un citoyen investi d'un mandat public et de l'excuse de bonne foi », note sous Cass. Crim., 15 oct. 2019, n° 18-83.255, JCP A, 20 avr. 2020, p. 20.

MESA Rodolphe « Caractérisation des infractions à la législation sur le travail de nuit, sur le repos dominical et sur la fermeture hebdomadaire », note sous Cass. Crim., 7 janv. 2020, n° 18-83.074, JSL, 6 avr. 2020, p. 4.

MESA Rodolphe « Affaire AZF : condamnation du délégataire de pouvoirs et de la personne morale exploitante des chefs d'homicide involontaire et de destruction involontaire du bien d'autrui », note sous Cass. Crim., 17 décembre 2019, pourvoi numéro 17-87.465, JSL, 24 févr. 2020, p. 11.

MESA Rodolphe « Le droit de ne pas s'auto-incriminer, le refus de remise d'une convention de déchiffrement d'un moyen de cryptologie et le trafic de stupéfiants » ; Note sous Cour de

cassation, Chambre criminelle, 10 décembre 2019, pourvoi numéro 18-86.878, Gaz. Pal., 4 févr. 2020, p. 19.

MESA Rodolphe « Sextape : resserrement de la définition de la provocation à l'infraction et conditions de la déloyauté de la preuve », obs. sur Cass. Ass. plen., 9 décembre 2019, pourvoi numéro 18-86.767, RJPF, févr. 2020, p. 14.

MESA Rodolphe « Le SIVOM confronté aux poursuites pour favoritisme et concussion », note sous Cass. Crim., 19 décembre 2018, pourvoi numéro 18-81.328, JCP A, 13 janv. 2020, p. 22.

MESA Rodolphe « L'exposition de salariés à des matières cancérogènes et le délit de risques causés à autrui », note sous Cass. Crim., 13 nov. 2019, n° 18-82.718, JSL, 9 janv. 2020, p. 6.

MESA Rodolphe « Cour d'assises des mineurs : ordre de parole, excuse de minorité et motivation de la décision », obs. sur Cass. Crim., 27 nov. 2018, n° 18-83.553, RJPF, janv. 2020, p. 25.

MONTEIRO Evelyne, « Délit de pollution des mers en ZEE par un navire étranger et exercice des poursuites pénales en France », note sous Crim. 24 sept. 2019, n°18-85.846, navire *Thisseas*, Revue de science criminelle, 2020, n°2, pp. 331-335.

MONTEIRO Evelyne « Pollution des eaux : le référé pénal environnemental de l'article L.216-13 du Code de l'environnement », note sous Crim. 28 janvier 2020, n°19-80.091, Revue de science criminelle, 2020, n°2, pp. 336-338.

b. Ouvrages

i. Monographies et ouvrages scientifiques, éditions critiques, traductions

LOUIS Agnès, *Le corpus politique. Introduction à la phénoménologie politique : Arendt, Lefort, Merleau-Ponty*, Ricoeur, Bruxelles, OUSIA, 2020.

THUMEREL Isabelle, **TOULEMONDE** Gilles, *L'essentiel des Principes fondamentaux de droit constitutionnel*, Paris : Gualino, 8^{ème} éd., 2020

ii. Direction / édition scientifique

iii. Chapitres d'ouvrage

DEMONTROND Nicolas, Conception de sujets et corrigés de commentaires de textes de Louis Aragon et Jean-Paul Sartre pour les *Annales de droit constitutionnel*, sous la direction de Dorothée Reignier et Gilles Toulemonde, Gualino, octobre 2020.

MESA Rodolphe, Etude « La séparation de corps », oct. 2020, Lamy droit des personnes et de la famille, Etude n° 374 (rédaction entière)

THUMEREL Isabelle, « Le référendum d'autodétermination de la Catalogne du 1^{er} octobre 2017 et ses suites. Quelques réflexions d'une constitutionnaliste » *Écrits de droit public, financier et constitutionnel. Mélanges en l'honneur de Michel Lascombe*, Paris : Dalloz, 2020, pp. 449-465

iv. Thèses publiées / éditées

LOUIS Agnès, Thèse éditée, *Le Corps politique. Introduction à la phénoménologie politique : Arendt, Lefort, Merleau-Ponty*, Ricoeur, Bruxelles, Ousia, 322p. Épreuves définitivement corrigées. Parution avril 2020.

2. Colloques / congrès, séminaires de recherche

a. Édition d'actes de colloques / congrès

DAVANSANT Frédéric, **LOUIS** Agnès, **THUMEREL** Isabelle (dir.), Discipline et indisciplinisme parlementaire, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie (ex-Institut Universitaire Varenne), coll. « Colloques & essais ». 2020. (Actes du colloque « Discipline et indisciplinisme parlementaire » organisé à Boulogne-sur-Mer, les 24 et 25 novembre 2018).

DOUTEAUD Stéphanie, « Le juge et le moment », (Actes de la 5^{ème} journée d'étude des jeunes chercheurs en droit public de la faculté de Pau, le 28 juin 2019), **DOUTEAUD** (S.), **ESTANGUET** (P.) et **VERON** (N.) (Dir.), P.U.P.A., déc. 2020, 218 p.

DOUTEAUD Stéphanie, Lectures juridiques de fictions. De la littérature à la pop culture, **TOUZEIL-DIVINA** (M.) et **DOUTEAUD** (S.) (dir.), Éd. L'Épitoge, coll. « l'Unité du droit », vol. n°27, mars 2020, 190 p.

LOUIS Agnès, **DAVANSANT** Frédéric, **THUMEREL** Isabelle, Discipline et indisciplinisme parlementaire, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie (ex-Institut Universitaire Varenne), coll. « Colloques & essais », (Actes de colloque « Discipline et indisciplinisme parlementaire », organisé à Boulogne sur Mer, les 24 et 25 novembre 2018), 210 p.

MESA Rodolphe, Participation au colloque : « La spécialisation de la responsabilité civile », organisé par l'Université du Littoral-Côte d'Opale, qui s'est déroulé le 13 novembre 2020. Présentation d'une contribution intitulée : « Le droit pénal, futur droit commun de la

responsabilité civile ».

MESA Rodolphe, Participation au colloque : « Intelligence Artificielle et Entreprise », coorganisé par l'Université du Littoral-Côte d'Opale et Skema Business School, qui s'est déroulé le 31 janvier 2020. Présentation d'une contribution intitulée : « Développement et utilisation de l'intelligence artificielle. Quels risques pénaux pour les entreprises ? ».

MOREIL Sophie, « L'intelligence artificielle dans l'entreprise », (31 janv. 2020, Université du Littoral Côte d'Opale – SKEMA Business School, co-organisation et coordination de la publication des actes), Actes publiés aux *Cahiers droit de l'entreprise*, mai-juin 2020

MOREIL Sophie, « L'instrumentalisation de la responsabilité en droit bancaire », in *La spécialisation de la responsabilité civile*, actes d'un colloque organisé à l'Université du Littoral Côte d'Opale, 13 nov. 2020, à paraître aux éditions Varennes

THUMEREL Isabelle, **DAVANSANT** Frédéric, **LOUIS** Agnès, (dir.), *Discipline et indiscipline parlementaires*, Paris : Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, Coll. « Colloques & Essais », 2020

b. Articles publiés dans des actes de colloques / congrès

DAVANSANT Frédéric, « La discipline. Réflexions historiques autour d'un objet juridique insaisissable », **DAVANSANT** Frédéric, **LOUIS** Agnès, **THUMEREL** Isabelle, *Discipline et indiscipline parlementaire*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie (ex-Institut Universitaire Varenne), collection « Colloques & essais », (Actes de colloque « Discipline et indiscipline parlementaire », organisé à Boulogne sur Mer, les 24 et 25 novembre 2018), 2020, p, 27-40.

DOUTEAUD Stéphanie, « Le contenu législatif de l'ordre public contractuel », **CARIN** (R.) et

RENEAU (R.) (Dir.), L'ordre public dans les contrats administratifs, (Actes du colloque organisé à la faculté de droit de Vannes), le 9 mai 2019, Revue des contrats, 2020, p. 144.

FASQUELLE Daniel, « Concurrence et numérique, Faut-il revoir les règles ? » (Colloque organisé par la revue Concurrences à l'Assemblée nationale le 7 octobre 2019), Rapport introductif paru à la revue Concurrences 1-2020.

FASQUELLE Daniel, « Le rôle des autorités de concurrence se restreint-il aux seules sanctions ? » (Table ronde organisée par la revue Concurrences le 17 septembre 2019), publié Revue Concurrences, n°1, fév. 2020, En ligne [www.concurrences.com].

LOUIS Agnès, « Une dystopie (trop peu) politique ? », (Colloque organisé dans le cadre du Marathon du droit, Boulogne sur Mer) publié TOUZEIL-DIVINA M., DOUTEAUD S. (dir.), Lectures juridiques de fiction : de la littérature à la pop-culture, actes du colloque organisé dans le cadre des « 24 heures » du droit, coll. L'unité du droit, Ed. L'Épilogue, 2020, p. 89-96.

LOUIS Agnès, « La reconnaissance des groupes parlementaires : un débat de philosophie politique », Discipline et indiscipline parlementaires, coll. Colloques et Essais, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2020, p. 93-104.

MINET-LETALLE Catherine, « L'appréhension par le droit social du modèle innovant des plateformes collaboratives dans le secteur touristique », (Colloque « Tourisme, Innovation et Territoires », les 25, 26 et 27 septembre 2019, Boulogne-sur-Mer), ouvrage « Tourisme et innovation des territoires », Ed. Peter Lang, coll. « Business and Innovation », en cours de publication

MINET-LETALLE Catherine, « Le régime spécial de responsabilité civile de l'employeur en cas d'accident du travail et de maladie professionnelle », (Colloque « La spécialisation de la responsabilité civile », organisé par le LARJ, le 13 novembre 2020, Boulogne sur) éd. Institut francophone pour la Justice et la Démocratie-Louis Joinet, en cours de publication.

MINET-LETALLE Catherine, « Intelligence artificielle et droit du travail », (Colloque « L'intelligence artificielle dans l'entreprise », organisé par le LARJ et Skema Business School, Lille, 31 janvier 2020), in Cahiers de Droit de l'entreprise, n°3, mai-juin 2020, p. 34-37, JCP social, n°26, 2061, 30 juin 2020, p. 24-27.

MINET-LETALLE Catherine, « Une lecture travailliste de la servante écarlate ? », (Colloque « Lectures juridiques de Webséries », organisé par Le Marathon du droit, Boulogne-sur-Mer, 15 mars 2019), TOUZEIL-DIVINA M., DOUTEAUD S. (dir.), Lectures juridiques de fiction : de la littérature à la pop-culture, actes du colloque organisé dans le cadre du Marathon du droit, Ed. L'Epitoge, coll. L'unité du droit, Vol. XXVII, février 2020, p. 45-54.

MONTEIRO Marie-Evelyne, « Une lecture pénaliste de la Casa de papel », (conférence lors du colloque Lectures juridiques des webséries, Boulogne-sur-Mer, 15 mars 2019, Le marathon du droit), in Lectures juridiques de fictions : de la littérature à la pop culture, Ed. L'Epitoge, coll. L'Unité du Droit, vol. 27, Lextenso, 2020, pp.137-145.

MOREIL Sophie, « Intelligence artificielle et contrats, optimiser les potentialités de l'intelligence artificielle », (L'intelligence artificielle dans l'entreprise », actes d'un colloque organisé par l'Université du littoral Côte d'Opale en partenariat avec Skema Business School), 31 janv. 2020, Cahiers Droit de l'entreprise, n° 3, mai-juin 2020, p. 19

MOREIL Sophie, « L'intelligence artificielle dans l'entreprise – Introduction », (« L'intelligence artificielle dans l'entreprise », actes d'un colloque organisé par l'Université du littoral Côte d'Opale en partenariat avec Skema Business School), 31 janv. 2020, Cahiers Droit de l'entreprise, n° 3, mai-juin 2020, p. 18

b. Autres produits présentés dans des colloques / congrès et des séminaires de recherche

DOUTEAUD Stéphanie, « Les enseignements de la communication des décisions du Conseil d'État sous l'état d'urgence sanitaire », (Contribution au séminaire organisé le 14 oct. 2020, « États d'urgence et Conseil d'État : contre-pouvoir ou coproducteur ? »), CASSIA (P.), MAMOUDY (O.), HENETTE-VAUCHEZ (S.) et SLAMA (S.) (dir).

THUMEREL Isabelle, « Transparence et opacité entourant les avantages en nature des élus locaux », (intervention lors du colloque « Le métier d'élu local », le 6 mars 2020 à l'ULCO Boulogne-sur-Mer).

3. Développements instrumentaux et méthodologiques

i. Prototypes et démonstrateurs

ii. Plateformes et observatoires

4. Produits et outils informatiques

i. Logiciels

ii. Bases de données / cohortes

DURAND Valérie, Coordination de l'équipe privatiste du pôle jurisprudence (octobre 2018 – janvier 2020) dans le cadre du projet de recherche Les justiciables de la QPC Identification et mobilisation autour d'un instrument processuel sui generis, organisé sous la direction de M. le Professeur Emmanuel Cartier à l'Université de Lille Droit et santé.

iii. Corpus

iv. Outils présentés dans le cadre de compétitions de solveurs

v. Outils d'aide à la décision

5. Brevets, licences et déclarations d'invention

6. Rapports d'expertises techniques, produits des instances de normalisation

MINET-LETALLE Catherine, Membre du Comité de Pilotage de l'Institut de Recherche et Enseignement en Tourisme (InREnT), depuis septembre 2015

7. Produits des activités didactiques

i. Ouvrages

ii. E-learning, moocs, cours multimédia, etc.

a. E-learning, moocs, cours multimédia

b. Enseignement ludique

8. Produits destinés au grand public

a. Émissions radio, TV, presse écrite

b. Produits de vulgarisation : articles, interviews, éditions, vidéos, etc.

DOUTEAUD Stéphanie, « Drones : le maintien de l'ordre public justifie leur utilisation », Victoire Haffreingue-Moulart, La Voix du Nord, édition du 3 avril 2020.

a. Produits de médiation scientifique

b. Débats science et société

DAVANSANT Frédéric, Ciné-Débat (CJVCO, 4 février 2020, La Chapelle, Boulogne-sur-Mer) : « Le mal-être dans le travail. Quand le travail tue ». Diffusion d'un épisode de la série Working girl (2019) animation du débat entre Catherine MINET (MCF HDR ULCO) et Laurie PODEVIN (Doctorante du LARJ) [Club Jules Verne]

9. Autres produits propres à une discipline

a. Créations artistiques théorisées

b. Mises en scènes

c. Films

II. ACTIVITÉS DE RECHERCHE ET INDICES DE RECONNAISSANCE

1. Activités éditoriales

a. Participation à des comités éditoriaux (revues, collections)

INACIO Emmanuelle, Membre du comité exécutif d'Eurofenix, la revue professionnelle trimestrielle d'INSOL Europe (destinée aux acteurs européens dans le domaine de la prévention, restructuration et insolvabilité) : <https://www.insol-europe.org/publications/about-eurofenix>

MINET-LETALLE Catherine, Membre du Comité scientifique de la Revue Juris tourisme, depuis septembre 2016

MINET-LETALLE Catherine, direction de la Chronique annuelle de Droit du tourisme du LARJ, publiée aux Petites affiches, depuis 2016

b. Direction de collections et de séries

MINET-LETALLE Catherine, Coordinatrice d'un dossier sur « L'impact des nouvelles technologies sur l'exécution du contrat de travail », Juris tourisme n°228, mars 2020.

2. Activités d'évaluation

a. Responsabilités au sein d'instances d'évaluation

b. Évaluation d'articles et d'ouvrages scientifiques

c. Évaluation de laboratoires (type Hcéres)

d. Évaluation de projets de recherche

3. Activités d'expertise scientifique

a. Activités de consultant

b. Participation à des instances d'expertises (type Anses) ou de normalisation

MONTEIRO Marie-Evelyne, Participation au groupe de travail Ecocide dans le cadre de la Convention Citoyenne pour le Climat de juillet 2020 à décembre 2020. Collaboration à la rédaction des propositions d'incriminations de la CCC destinées au gouvernement au moment du Projet de loi n°3875 portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets. Rédaction d'une contribution de 4 pages : « Quelques réflexions personnelles sur la reconnaissance du crime d'écocide ».

c. Expertise juridique

INACIO Emmanuelle, INSOL International, World Bank Group, Global Guide: Measures Adopted to Support Distressed Businesses Through The Covid-19 Crisis.

Authors for France: Emmanuelle INACIO (Université du Littoral Côte d'Opale), Jean BARON (Fellow, INSOL International CBFASSOCIES) and Sebastien NORMAND (CBFASSOCIES) <http://pubdocs.worldbank.org/en/194131592248086470/global-guide.pdf>

MONTEIRO Marie-Evelyne, Expertise en novembre 2019 d'un article en droit pénal de l'environnement en vue de sa publication dans la Revue Juridique de l'Environnement (Société Française pour le Droit de l'Environnement), année 2020 : "Le climat a ses raisons que le droit pénal n'ignore plus : Commentaire de la décision du Tribunal correctionnel de Lyon du 16 septembre 2019 ».

4. Organisation de colloques / congrès

DOUTEAUD Stéphanie, « Le juge administratif face à la critique », (journée d'étude du C.E.R.A.P.S., le 6 novembre 2020), DOUTEAUD (S.) et GRABIAS (F.) (Dir.), Faculté de Lille II.

DUMERY Alexandre, Membre du comité d'organisation du colloque « La spécialisation de la responsabilité civile », (organisé par le Laboratoire de Recherche Juridique, Université du Littoral-Côte d'Opale le 13 novembre 2020 à Boulogne-sur-Mer) En cours de publication.

INACIO Emmanuelle, Dir. INSOL Europe 2020 Joint Insolvency Office Holders (IOH) Forum / Turnaround Wing (TW) Joint Live Webinar titled PIFOR, Where Art Thou? What will the new world for Office Holders look like?" on Thursday 17 December (one-hour live webinar)

INACIO Emmanuelle, dir. INSOL Europe 2020 EECC Online Conference titled "Tectonic Changes in Eastern European Insolvency" on Thursdays 3 & 10 December (3-hour online conference)

INACIO Emmanuelle, dir. INSOL Europe 2020 Annual Online Conference titled "Towards a New World" on Thursdays 8, 15, 22 & 29 October 2020 (6-hour online conference)

INACIO Emmanuelle, dir. INSOL Europe 2020 COVID Coffee Breaks (web-series format: 20-minute 16 videos)

LOUIS Agnès, Organisation de la prochaine journée d'études Raymond ARON, intitulée : « La vocation politique : une question délaissée, une vocation discréditée », (28 mai 2020, EHESS, amphithéâtre François Furet. Journée organisée à l'initiative de la Société des Amis de Raymond Aron, en partenariat avec le CESPRA).

(Reportée à octobre 2020 en raison de la crise sanitaire)

MOREIL Sophie, co-organisation du colloque intitulé « L'activité des plateformes », (2 octobre 2020, Université du Littoral Côte d'Opale en partenariat avec le CEPRISCA de l'Université Picardie Jules Verne), co-organisation et coordination de la publication des actes, Actes à paraître aux Editions du CEPRISCA

MOREIL Sophie, Co-organisation du colloque intitulé « L'intelligence artificielle dans l'entreprise », (colloque 31 janvier 2020, Université du littoral Côte d'Opale en partenariat avec Skema Business School), co-organisation et coordination de la publication des actes, actes publiés aux Cahiers Droit de l'entreprise, n° 3, mai 2020

5. Post-doctorants et chercheurs accueillis

6. Interactions avec les acteurs socio-économiques

a. Contrats de R&D avec des entreprises

b. Bourses Cifre

c. Création de laboratoires communs avec une / des entreprise(s)

d. Création de réseaux ou d'unités mixtes technologiques

e. Création d'entreprises, de start-up

7. Contrats de recherche financés par des institutions publiques ou caritatives

a. Contrats européens (ERC, H2020, etc.) et internationaux (NSF, JSPS, NIH, Banque mondiale, FAO, etc.)

MOREIL Sophie, Participation à la proposition d'action « COST » (European cooperation in science and technology) déposée par Marco GIACALONE, intitulé « Cross-disciplinary Assessment of Blockchain Applications » (CABA), sept. 2020.

b. Contrats nationaux (ANR, PHRC, FUI, INCA, etc.)

c. Contrats avec les collectivités territoriales

d. Contrats financés dans le cadre du PIA

e. Contrats financés par des associations caritatives et des fondations (ARC, FMR, FRM, etc.)

8. Indices de reconnaissance

a. Prix

b. Distinctions

SAGNIER Pierre-Yves, « Le juge administratif et l'économie des moyens », soutenue le 16 novembre 2019 sous Dir. O. **CARTON** et E. **CARTIER**, qualification aux fonctions de maître de conférences, février 2020.

c. Responsabilités dans des sociétés savantes

MOREIL Sophie, Membre actif de l'European Law Institute, depuis juin 2018.

Membre du Comité consultatif des membres consacrés à l'élaboration de modèles types de règles applicables aux plateformes d'intermédiation en ligne.

d. Invitations à des colloques / congrès à l'étranger, séjours dans des laboratoires étrangers

MOREIL Sophie, « Les conséquences de la réforme du droit français des contrats sur les contrats d'affaires », (Huelva, 16-17 avril 2020, conférence devant être réalisée en Espagnol, dans le cadre d'une bourse Erasmus), intervention repoussée à avril 2021.